

Comment l'unité de renseignements israéliens cible les queers palestiniennes en Cisjordanie

Description

Un ancien responsable du renseignement israélien révèle la vaste campagne visant à semer la suspicion à travers la Cisjordanie.

Par Theia Chatelle, 30 août 2024

En février, Adham, un Palestinien de 20 ans, rendait visite à sa famille en Cisjordanie. Une nuit, alors qu'il était sur Grindr, l'application de messagerie gay, il a reçu un message d'un utilisateur anonyme, « hey, » avant de choisir la fonction de la plateforme qui permet d'exprimer son intérêt. Cet utilisateur, tout comme Adham, avait un profil vierge qui ne comprenait qu'un minimum d'informations sur ses intérêts et son lieu de résidence, ne spécifiant que l'endroit où il vivait. (Drop Site News a changé son nom pour le protéger des représailles.)

Ils ont chatté pendant plusieurs heures avant qu'Adham ne fasse part du fait qu'il est étudiant à l'université en Cisjordanie. Ce qui a donné l'occasion à l'utilisateur de partager ses réflexions sur plusieurs professeurs de l'université qui avaient récemment attiré l'attention pour avoir exprimé des opinions pro-Palestine. « Il voulait que je les teste », déclare Adham à Drop Site. « Pourquoi essayes-tu de me convaincre que ce docteur est une mauvaise personne juste parce qu'il est contre l'occupation ? Au début ça semblait bizarre. Juste bizarre. » Adham a mis cela sur une simple différence d'opinion et les deux hommes ont continué à discuter. Finalement, Adham a envoyé à l'utilisateur son numéro afin qu'il puisse envoyer des messages sur WhatsApp.

Une fois qu'ils ont commencé à discuter hors plateforme, l'utilisateur a révélé son identité à Adham. « C'est à ce moment-là qu'il a dit qu'il travaillait avec les services de renseignement israéliens », explique-t-il. En utilisant le numéro d'Adham, l'utilisateur avait identifié et a commencé à lui envoyer des messages avec les noms et les photos des membres de sa famille qu'il avait trouvés sur leurs profils Facebook. Adham n'avait même pas partagé son nom avec l'utilisateur, et encore moins tout ce qui permettrait d'identifier les membres de sa famille qui ne savent pas qu'il est gay. « J'ai commencé à pleurer, je ne savais pas quoi faire », déclare Adham.

Adham a bloqué le profil sur Grindr, mais a rapidement commencé à recevoir des SMS répétant les mêmes menaces. « Ça dura la nuit entière, de minuit au lever du soleil », a déclaré Adham. Il n'arrivait pas de le menacer, disant qu'il le balancerait.

L'utilisateur a dit à Adham qu'il cherchait des renseignements sur les cousins d'Adham qui, à l'époque, étaient dans une prison israélienne, en attente de jugement parce qu'ils étaient soupçonnés d'être membres des brigades Al-Qassam, la branche armée du Hamas. « Il m'a dit que je devais aller chez eux, fouiller et interroger leurs parents et obtenir autant

dâ??informations que possible Ã leur sujet Ã», se souvient Adham. Ã« Il a dit quâ??on ne peut pas leur Ã©chapper. On sait oÃ¹ vous habitez Ã», raconte Adham. Ã« Alors jâ??ai pris ma carte SIM, je lâ??ai jetÃ© et jâ??ai Ã©teint mon tÃ©lÃ©phone. Ã»

Le matin, il nâ??a cessÃ© de regarder le tÃ©lÃ©phone de sa mÃ¨re pour sâ??assurer quâ??elle nâ??avait reÃ§u aucun message. Les conversations et les images de Grindr dâ??un de ses amis ont Ã©tÃ© envoyÃ©es Ã son entourage aprÃ¨s quâ??il ait reÃ§u des messages de menace similaires dâ??un utilisateur qui prÃ©tendait Ãªtre un agent du renseignement israÃ©lien. Drop Site nâ??a pas pu vÃ©rifier que les messages adressÃ©s Ã Adham proviennent dâ??un agent du renseignement. Mais un ancien responsable de lâ??unitÃ© 8200, lâ??agence israÃ©lienne de renseignement, a confirmÃ© lâ??implication de Shin Bet, lâ??agence de sÃ©curitÃ© intÃ©rieure israÃ©lienne. Les Forces de dÃ©fense israÃ©liennes ont refusÃ© de commenter.

Selon un Palestinien, Ã la suite du 7 Octobre, les IsraÃ©liens ont lancÃ© des incursions dans ce que beaucoup considÃ©raient par le passÃ© comme des Ã« bulles dâ??immunitÃ© Ã» en Cisjordanie. Les checkpoints vers lâ??intÃ©rieur et lâ??extÃ©rieur des territoires sous la juridiction de lâ??AutoritÃ© palestinienne, qui Ã©taient ouverts avant la guerre, sont maintenant fermÃ©s arbitrairement. La vie en Cisjordanie est de nouveau gelÃ©e dans le temps et dans un Ã©tat de perpÃ©tuel deuil. Les boÃ®tes de nuit, Ã©picentres de la vie jeune et queer Ã Ramallah, sont toujours vides. Lâ??esprit dâ??ouverture dans les centres-villes palestiniens sâ??estompe Ã mesure que les morts quotidiens Ã Gaza continuent dâ??augmenter.

Au cours des derniers mois, jâ??ai parlÃ© avec des dizaines de queers palestinien-nes qui ont Ã©tÃ© contactÃ© par les renseignements israÃ©liens. Beaucoup ont reÃ§u des messages de menace via Grindr, Instagram ou Facebook de personnes anonymes qui avait des informations permettant de les identifier, les forÃ§ant Ã devenir informateurs. Ce qui, par la suite, a semÃ© la suspicion Ã travers la Cisjordanie.

Ã« Lâ??objectif dâ??IsraÃ©l dans les territoires palestiniens occupÃ©s câ??est le contrÃ´le, la domination et lâ??assujettissement Ã», a dÃ©clarÃ© Jalal Abukhater, qui travaille Ã [Tamlesh](#), une organisation palestinienne de sÃ©curitÃ© numÃ©rique. Son objectif plus large, dit-il, est Ã« dâ??instiller la peur aux Palestinien-nes, les empÃªchant dâ??agir ou de socialiser naturellement Ã».

Ã« La seule limite est celle des ressources Ã»

En juillet, jâ??ai rencontrÃ© un ancien officier de haut rang de lâ??UnitÃ© 8200, le service de renseignement israÃ©lien qui intercepte principalement les communications et surveille les lieux oÃ¹ se trouvent les suspects potentiels. Parmi les IsraÃ©liens, il y a une Ã« bulle de secret Ã» qui maintient lâ??idÃ©e que lâ??UnitÃ© 8200 est une institution de dÃ©fense qui cible uniquement les terroristes, explique-t-il. En rÃ©alitÃ©, elle joue un rÃ´le fondamental dans la production dâ??informateurs dans toute la Cisjordanie. En effet, le travail de lâ??ancien fonctionnaire Ã©tait de maintenir une atmosphÃ¨re de peur et de suspicion Ã travers la Cisjordanie. Ã« Il nâ??y a pas de problÃªmes juridiques auxquels vous devez faire face. Il nâ??y a pas de consultation juridique. Nâ??importe quel jeune de 18 ans peut dÃ©cider de mettre quelquâ??un sous surveillance Ã», a-t-il dÃ©clarÃ©. Ã« La seule limite est celle des ressources. Ã»

Au cours de ses six années de service, le poste de l'ancien fonctionnaire lui donnait accès à des informations sur n'importe quel Palestinien en Cisjordanie. Il les faisait chanter en échange de renseignements sur les cibles de la liste élargie de l'Unité 8200. Quand la fille d'une personne ciblée a eu un cancer : « vous pourriez nous aider, ou sinon elle pourrait ne pas obtenir tel traitement », raconte-t-il, en citant un exemple. Un officier israélien pourrait dire quelque chose comme : « Ce serait vraiment terrible, vous savez, si quelque chose se passait et que vous n'obteniez pas le traitement lundi. Mais un autre côté, je peux vous assurer que vous le recevez. » Donc forcément notre relation va de l'avant. » De telles méthodes à menacer de refuser des services à un Palestinien ne sont moins qu'ils/elles ne coopèrent avec les autorités israéliennes à violer le droit international, d'après un rapport de 1994 de B'Tselem, qui note aussi que des dizaines de milliers de Palestiniens ont été contraints à travailler en tant qu'informateurs depuis 1967.

L'ancien fonctionnaire a déclaré que lui-même, ainsi que ses collègues, avaient pour instruction de chercher certains mots arabes tels que « gay » et « liaison » lors du suivi des communications sur les cibles potentielles. « Vous écrivez quelque chose sur Facebook ou une autre application pour créer un contact. Au début, ça doit avoir l'air inoffensif, donc vous commencez petit, vous commencez avec quelque chose de totalement banal, puis vous obtenez de plus en plus et vous créez une relation plus forte », explique-t-il. « Vous montrez d'une manière ou d'une autre que vous savez que cette personne est gay. Vous n'avez pas besoin de menacer explicitement ».

Daniel, un Palestinien qui travaillait pour l'église catholique, a été menacé par un individu sur Facebook qui disait avoir des preuves de son homosexualité. « Nous savons que tu es une p****, toi et ta nature répugnante sont une honte pour le christianisme et les Palestiniens, et je vais balancer qui tu es vraiment », a écrit l'utilisateur. « Je vais dire au monde entier que tu es homo et que tu es un danger pour les enfants de cette société. Tu es dégueulasse et tu n'iras jamais nulle part parce que je t'arrêterai », a-t-il ajouté. Daniel explique que la seule façon pour quelqu'un de connaître son orientation sexuelle est d'avoir accès à son historique de recherche. (Drop Site News a changé son nom pour le protéger des représailles.)

Au fil des décennies, de nombreuses enquêtes ont révélé comment les services de renseignement israéliens ciblent les personnes LGBTQ+. En 2013, Vice a [publié une enquête](#) détaillant comment les forces de sécurité préventives de l'Autorité palestinienne, sous la direction des FDI, avaient isolé des Palestiniens homosexuels de leurs communautés, gardé des dossiers et les avaient exploités pour des renseignements. En 2015, des reportages [ont révélé](#) qu'une société de technologie de surveillance, dirigée par un ancien fonctionnaire de l'Unité 8200, avait aidé à fournir à l'Ouganda des logiciels malveillants qui auraient été utilisés contre des militants LGBTQ+.

« Les Israéliens pensent que nous ciblons les mauvaises personnes à nous ciblons les terroristes à des gens qui sont violents, et c'est aussi vrai », a déclaré le responsable de l'ancienne Unité 8200. « Mais si vous voulez un deuxième cercle et un troisième cercle et un quatrième cercle, alors n'importe qui est une cible. Et si vous pouvez faire du chantage à la collaboration, alors vous cherchez à rassembler autant de cochonneries que possible ».

Collaboration forcée

Pour les queers palestinien-nes subissant le chantage israélien, l'impossible dilemme qui se présente à eux/elles est de risquer soit que leur orientation sexuelle soit dévoilée, soit la collaboration.

En juillet 2023, un homme qui se fait appeler Mohammed, roulait en voiture, depuis la Cisjordanie vers Jérusalem, avec un Palestinien qu'il avait rencontré sur Grindr. Bien que Mohammed ait une carte d'identité de Jérusalem qui lui permette de se déplacer librement entre les territoires occupés et israéliens, il doit encore passer par les points de contrôle à l'entrée et à la sortie. Arrivé au poste de contrôle d'Al Jeeb avec son partenaire, il est arrêté par un soldat israélien qui lui demande d'ouvrir son téléphone pour un contrôle de sécurité. Mohammed obéit et dit au soldat : « Vous pouvez fouiller ma voiture. Vous pouvez me fouiller. Il n'y a rien », a-t-il dit. Le soldat se tourne alors vers Mohammed et montre l'icône de Grindr. « Non, tu as cette application », dit-il. « Ce n'est pas bon. »

Pendant cinq heures, Mohammed et son partenaire sont maintenus en détention. Un agent israélien passe en revue ses conversations et ses photos intimes sur Grindr et l'interroge sur ses rencontres avec d'autres Palestiniens, raconte Mohammed. Il demande ensuite à Mohammed de travailler comme collaborateur, lui offrant des paiements en shekels et promettant de ne pas l'arrêter. Mohammed refuse, des soldats israéliens le frappent alors pendant deux heures.

Le récit de Mohammed corrobore ce qu'Abukhater décrit comme une pratique courante parmi les soldats israéliens : forcer les Palestiniens aux points de contrôle ou dans la rue à déverrouiller leur téléphone pour que leurs messages privés et leurs photos soient examinés de près. « Sur la base de ces informations, ils peuvent détecter, interroger ou arrêter des Palestiniens sous prétexte de consommation de matériel terroriste », une référence à des articles sur les évènements à Gaza, explique-t-il.

Après avoir été relâché, Mohammed a été renvoyé au domicile de sa famille à Ramallah. Sa mère lui a demandé ce qui s'était passé. Il est battu, lui a-t-il dit, mentant à juste titre : il craignait les trahisons probables et les percussions auxquelles ont fait face ceux soupçonnés de collaboration par sa communauté à Gaza connus en arabe sous le nom d'« isqat », ou « chute ».

En avril 2023, La Fausse au Lions, un groupe de résistance armée dans la ville de Naplouse, a exécuté publiquement un jeune homme du nom de Zuhair al-Ghaleeth après des allégations de collaboration avec Israël. Dans une confession forcée publiée sur Telegram par La Fausse au Lions, Al-Ghaleeth a déclaré qu'il avait eu une relation intime avec un homme sur Grindr et qu'il a dû par la suite travailler pour les services de renseignement israéliens. L'agent de renseignement avait [soumis à un chantage à la sextape](#), le forçant à partager des informations sur l'endroit où se trouvaient les combattants de La Fausse au Lions. Drop Site n'a pas pu vérifier de manière indépendante les affirmations concernant Al-Ghaleeth. Son assassinat a suscité un débat à travers la Cisjordanie, mais a dit un Palestinien : comment peut-il craindre davantage la réaction de sa famille et de sa communauté vis-à-vis de son orientation sexuelle que les conséquences de sa collaboration avec les Israéliens ?

Après le 7 octobre, ces discussions ont cessé. Les évènements à Gaza ont laissé peu de place à une réflexion sur pourquoi les queers palestinien-nes peuvent faire l'objet d'un chantage à la collaboration avec les Israéliens. « On veut simplement créer une atmosphère de

terreur, de délation pour endommager la confiance », explique l'agent. « On veut que tout le monde soupçonne tout le monde tout le temps. Ça sert le régime et ça détruit la société sous contrôle. »

En janvier 2024, la [brigade de Tulkarem](#), un groupe de miliciens palestiniens, a exécuté un Palestinien du nom de Jamal Hafiz Jabri après qu'il ait informé les Israéliens de l'endroit où se trouvaient les combattants, faisant quatre morts. Dans un aveu forcé similaire à celui d'Al-Ghaleeth, Jabri a déclaré qu'un officier du renseignement israélien s'était rapproché de lui sous le couvert d'une rencontre sexuelle. Dans toute la Palestine, ces deux cas ont exacerbé la crainte des membres de la communauté LGBTQ+ que les opérations israéliennes de renseignement n'incitent à davantage de haine contre eux et elles, par peur qu'ils et elles soient des informateurs.

Un « havre de paix pour les queers »

Ces méthodes contrastent fortement avec les efforts israéliens visant à se [faire passer](#) pour un refuge pour les queers du Moyen-Orient, tout en dépeignant la Palestine comme un territoire homophobe.

À la suite des attaques du 7 octobre et de la guerre d'Israël à Gaza, l'image d'un soldat israélien hissant un drapeau de la Pride au-dessus des débris de Khan Younis est devenue virale sur Twitter. Les critiques ont critiqué comme un exemple de « pink washing », c'est-à-dire lorsque une institution utilise le discours pro-LGBTQ+ pour détourner l'attention ou pour cacher ses faits. Le Premier ministre Benjamin Netanyahu est également [moqué](#) du slogan de solidarité « Gays pour Gaza » comme équivalent à « poulets pour le KFC ».

Les responsables israéliens évoquent souvent une loi de l'époque du mandat britannique qui rend les actes homosexuels passibles de peine de mort en Palestine. Cependant, cette loi n'est pas appliquée.

« En contribuant à l'anéantissement des voix et des corps palestiniens, ils contribuent à déshumaniser les populations de Cisjordanie et de la bande de Gaza – les queers ainsi que les hétérosexuels – et tentent de justifier une hiérarchie des vies, qui privilégie les Israéliennes sur les Palestiniennes », a déclaré Saed Atshan, professeur associé au Swarthmore College qui étudie le genre et la sexualité en Palestine.

En 2014, près de deux douzaines de responsables des services de renseignement israéliens [ont publié une lettre](#) déclarant leur refus d'achever leur service militaire dans les FDI à cause des violations des droits des Palestiniennes en Cisjordanie. « La population palestinienne sous domination militaire est totalement soumise à l'espionnage et à la surveillance par les services de renseignement israéliens », écrivent-ils. « Il est utilisé pour des persécutions politiques et pour créer des divisions au sein de la société palestinienne en recrutant des collaborateurs et en montant des parties de la société palestinienne les unes contre les autres. »

Image : Aisha Ghali

Pourtant, certains groupes de défense des LGBTQ+ en Palestine se sont mobilisés. En réponse à la lettre de l'Unité 8200, [Al Qaws](#), un important groupe LGBTQ+ en Palestine, a écrit que si le

chantage des membres de la communauté est un « acte de pur oppression », un tel ciblage « n'est pas moins opprimant que le chantage et l'extorsion d'un individu en échange d'avoir accès aux soins de santé, à la liberté de mouvement, en exposant ses infidélités conjugales, ses finances, ou ses consommations de drogues ». L'ancien responsable des services de renseignement israéliens a confirmé que les Palestiniens pouvaient être pris pour cible pour un certain nombre de vulnérabilités différentes, y compris celles énumérées dans la lettre d'Al Qaws.

Atshan a déclaré que la réponse d'Al Qaws « renvoie les activistes devant la question fondamentale de savoir s'ils peuvent « se comparer » leur sexualité de leur activisme et s'il est jamais vraiment possible de contextualiser correctement tout ce qui arrive aux Palestiniens ». Le 1er mars, Israël a [incarcéré](#) Omar al-Khatib, un activiste palestinien qui travaillait pour al-Qaws, qui a beaucoup écrit sur le genre et la sexualité en Palestine. Il est depuis détenu arbitrairement. En juillet, sa détention administrative a été prolongée pour une durée de quatre mois.

« Pleurs et prières »

Il a fallu quelques semaines de chat sur Grindr pour qu'Adham accepte de me rencontrer en personne. Finalement, il m'a envoyé sa localisation sur WhatsApp et m'a demandé de le rencontrer dans son immeuble. Ensemble, nous nous sommes rendus en voiture jusqu'à un café voisin. Il hésitait encore à parler avec moi. Depuis octobre, Israël a [arrêté des dizaines d'étudiants](#) à l'Université de Birzeit en Cisjordanie, et il gardait en tête la possibilité que je puisse travailler pour les services de renseignement israéliens.

« Je pensais qu'il m'arriverait quelque chose cette nuit-là », explique-t-il, rappelant son expérience sur Grindr. « Qu'ils viendraient m'arrêter. Et que ce serait publié sur YouTube qu'il est gay, raconte-t-il. « Je suis donc resté éveillé cette nuit-là », en pleurant et en priant pour que rien ne se passe. »

Le lendemain, Adham a demandé à sa mère et à son père leur téléphone. Il craignait de voir si quelqu'un tenterait de le contacter ou de « l'enlever » à la communauté palestinienne.

« Même si mon homosexualité doit être révélée et que ma famille le sait, je préfère vivre à l'écart plutôt que de trahir ma famille », déclare Adham. Donc c'est ce que je lui ai dit. Et bien que l'individu ait cessé ses menaces, Adham s'inquiète toujours que si ses cousins devaient être accusés de quelque chose ou bien jugés, l'agent essaierait à nouveau de faire pression sur lui pour qu'il collabore.

Adham explique qu'il devra vivre avec les conséquences de ses choix. Le monde entier s'intéresse enfin aux crimes israéliens en Palestine, dit-il, un changement qui lui apporte beaucoup de confort.

« Depuis le 7 octobre, le monde entier sait. Le monde écoute ce qui se passe », déclare Mohammed.

Traduction: LG pour l'Agence Média Palestine

Source: [Drositenews.com](https://drositenews.com)

date crĂ©e
2024/09/04